



EUROSATORY
PROTECT YOUR FUTURE



RAPPORT **2024**

VERS UNE APPROCHE GLOBALE DES CRISES

Des crises systémiques et des
risques protéiformes

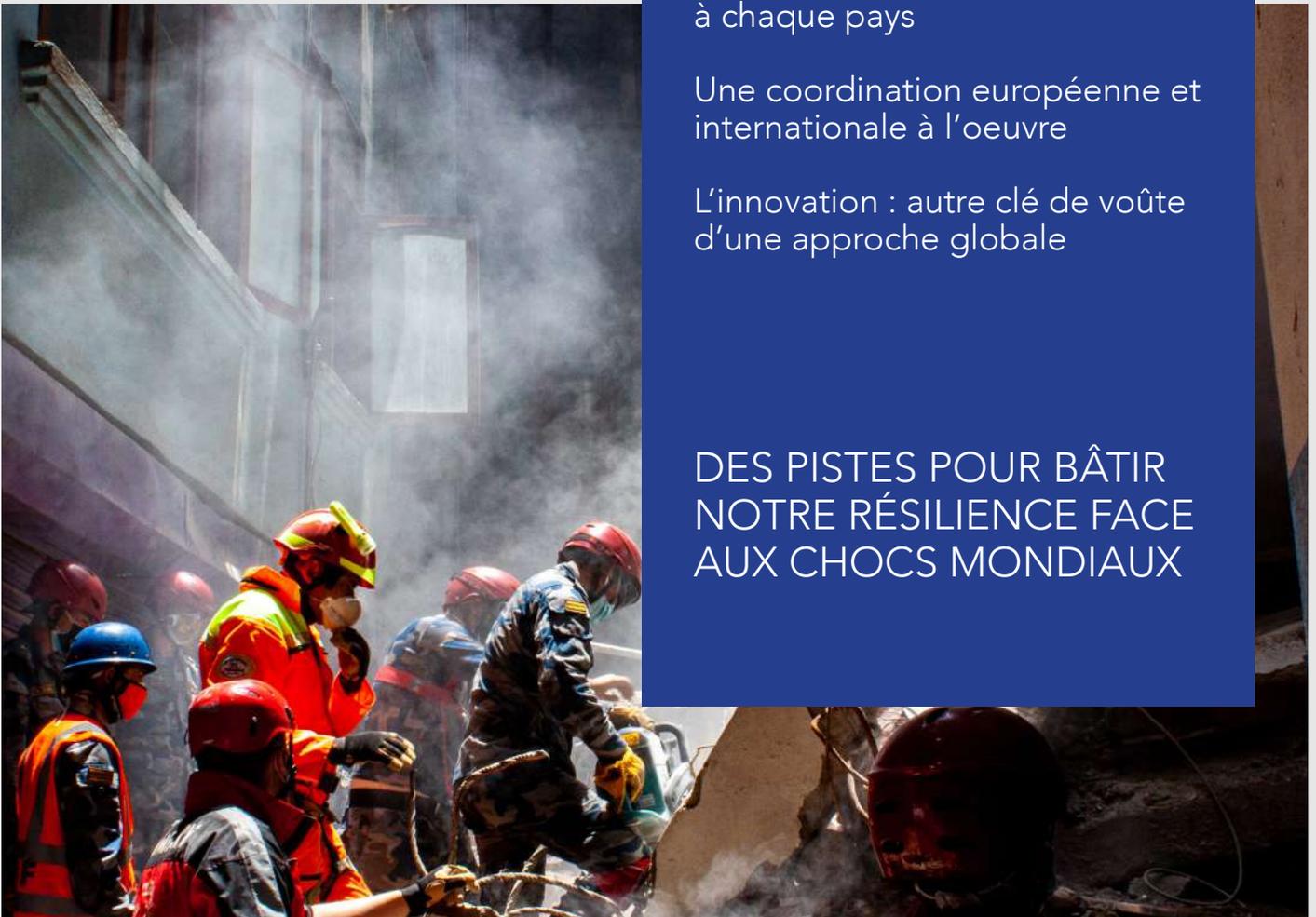
Des défis multiples à relever

Une approche de la crise propre
à chaque pays

Une coordination européenne et
internationale à l'oeuvre

L'innovation : autre clé de voûte
d'une approche globale

**DES PISTES POUR BÂTIR
NOTRE RÉSILIENCE FACE
AUX CHOCS MONDIAUX**



EXECUTIVE SUMMARY

Les forces militaires et de sécurité intérieure, ainsi que les services de sécurité civile sont des acteurs clés dans la gestion des crises dans le monde. Leur implication est totale dans toutes les phases d'une crise, de la prévention à la réponse initiale, en passant par la gestion et le rétablissement de situation. En surveillant les frontières, en assurant la sécurité et en formant la population aux situations d'urgence, ces acteurs contribuent à réduire les risques et à atténuer l'impact des catastrophes. Lorsque la crise survient, leur intervention rapide et coordonnée permet de porter secours aux populations, et de fournir des moyens opérationnels essentiels aux décideurs politiques. Enfin, après la crise, ils s'emploient à sécuriser les zones affectées, à faciliter la reconstruction et à restaurer les services vitaux.

Ce rapport réalisé pour EUROSATORY 2024, le Mondial de la Défense et la Sécurité, apporte un éclairage international sur les grands défis et enjeux en matière de gestion des crises de demain.



Des crises systémiques et des risques protéiformes

En février dernier, Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU, plaidait, lors la 60^e édition de la Conférence de Munich sur la sécurité, pour la création d'un « *nouvel ordre mondial qui fonctionne pour tous* ». Un nouvel ordre mondial à l'heure de la permacrise : audacieux. De ces crises qui s'enchaînent résultent de nombreux risques. Qu'ils soient géopolitique, sanitaire, climatique et environnemental, cyber ou économique, leurs conséquences sont redoutées par les populations locales, en première ligne. D'autant que d'ici 2030, compte tenu des projections climatiques actuelles, le monde sera confronté à plus de 560 catastrophes naturelles par an.

A l'horizon 2100, une augmentation de 50% des feux de forêts est prévue alors même que chaque année bat des records d'hectares brûlés. Février 2024 : le Chili est touché par des vagues d'incendies dévastateurs, faisant plus d'une centaine de morts et touchant les populations les plus précaires. D'autres événements climatiques, à l'instar des éruptions volcaniques sont aujourd'hui à prendre en compte. Selon la Smithsonian Institution, 1350 volcans seraient actifs dans le monde. En 2021, 79 éruptions de 74 volcans différents ont été enregistrées.

La multiplication des événements climatiques extrêmes sont autant de preuves des dérèglements atmosphériques qui font rage et qui inquiètent les autorités dans le monde.

La raréfaction de l'eau préoccupe. « *La crise mondiale de l'eau ne se profile pas seulement à l'horizon (...). Elle est déjà là, et les changements climatiques ne feront que l'aggraver* », alerte la directrice générale de l'Unicef, Henrietta Fore.

Les vagues de chaleur successives, entraînant des épisodes de sécheresse, ont des conséquences notables sur l'accès à l'eau pour la population mondiale. « *Le monde fait face à une crise de l'eau sans précédent, exacerbée par le changement climatique* », affirme le World Resources Institute (WRI) dans son dernier rapport. Les pénuries en eau s'aggraveront au fil des ans.

La guerre en Ukraine a quant à elle marqué le retour de l'insécurité alimentaire, notamment sur le sol européen. Les pays en développement subissent cette insécurité de façon plus marquée. Au Soudan, où la guerre fait rage, près de 40% de la population est en insécurité alimentaire aiguë. Depuis le 7 octobre dernier, la population de la bande de Gaza connaît la famine. Ils sont 2,2 millions (sur les 2,4 millions d'habitants que compte l'enclave) à être menacés par une crise de la faim des plus violentes. La faim serait « *utilisée comme arme de guerre* » déplore Josep Borrell, Haut-représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

A ces différentes crises, s'ajoute le risque de pandémie qui ne peut plus être ignoré.

Les cyberattaques, quant à elles, sont de plus en plus nombreuses, considérées comme un nouvel outil de déstabilisation. Les infrastructures critiques sont déjà et pourraient être plus encore en première ligne des cyberattaques de demain, faisant planer le risque d'un coup d'arrêt porté aux services essentiels comme l'accès à l'électricité, à internet, aux transports ou à la santé.

Les crises géopolitiques, fortement accentuées depuis ces dernières années, intègrent le panorama des risques contemporains. Dans les deux tiers des pays, le risque politique est plus élevé que l'an passé alors même que 51% de la population mondiale se rendra aux urnes pour donner le pouvoir de gouverner à plus de 70 dirigeants étatiques, en 2024.



Des défis multiples à relever

Le manque de financement pour faire face à la multitude des crises représente à lui seul l'une des plus grandes problématiques auxquelles sont confrontés les acteurs du terrain (et par extension les populations locales), les besoins étant largement sous-évalués.

105 milliards de dollars, pour les seuls Etats-Unis. C'est la somme réclamée par Joe Biden pour répondre aux crises mondiales. La Commission européenne, pour sa part, propose une augmentation de 75 milliards d'euros par rapport à son budget initial pour faire face jusqu'en 2027. Au sein de l'ONU, les budgets alloués eux, stagnent à 300 millions de dollars quand les missions et les besoins se multiplient. « *Les besoins d'aide humanitaire destinée aux populations nécessiteuses connaissent une hausse fulgurante. L'inflation grève notre budget.* » déclare Gilles Michaud, Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité des Nations Unies. L'ONU continue de déplorer "un goulot d'étranglement" en matière de financement. Selon la Banque mondiale, 140 à 300 milliards de dollars seraient nécessaires aux pays en développement en 2030 pour prendre des mesures d'adaptation au changement climatique et réduire les risques.

A cette problématique financière en décalage face à la réalité du monde, s'ajoutent « des lacunes qui subsistent dans la production et l'accessibilité des informations sur les risques, des outils connexes capables de générer des données désagrégées et géospatiales jusqu'au niveau d'analyse le plus bas, ainsi que dans la compréhension de la vulnérabilité des systèmes humains aux risques en cascade et aux risques systémiques. » soutient l'United Nations International Strategy for Disaster Reduction.



Une approche de la crise propre à chaque pays

La Roumanie dispose de moyens d'anticipation intéressants. En Espagne, le mandat unique fait foi, en cas d'urgence, il ne peut y avoir qu'un seul responsable. Au Portugal, les responsabilités sont, au contraire, réparties au niveau national, du district au local. La France dispose aussi d'une approche territorialisée reposant sur 3 temps distincts : la prévention, le temps de la crise et la période post-crise. Au niveau opérationnel, le Centre opérationnel de gestion interministérielle des crises (COGIC) qui coordonne les interventions et les Unités d'instruction et d'intervention de la sécurité civile (UIISC), complète le dispositif de secours territorial. L'Australie mise, elle, entre autres, sur les « partenariats public/privé » pour promouvoir la résilience des populations. Au Chili, particulièrement concerné par les tremblements de terre, les autorités ont récemment créé le Service national de prévention et d'intervention en cas de catastrophe (Senapred). Les Etats-Unis organisent la continuité des opérations gouvernementales grâce à la Federal Emergency Management Agency (FEMA) dont le plan stratégique 2022-2026 repose sur 3 piliers : faire de l'équité le fondement de la gestion des urgences, diriger l'ensemble de la communauté dans la résilience face au changement climatique et améliorer son état de préparation ; et enfin mesurer et renforcer ses capacités afin de répondre aux besoins actuels et émergents.

Le Japon a su sensibiliser toute sa population qui, aujourd'hui, reçoit une éducation aux catastrophes, de la crèche à l'enseignement supérieur. Une politique qui porte ses fruits. En témoigne le bilan du dernier tremblement de terre de janvier 2024 : moins de 80 victimes dans une région d'1,2 million d'habitants. A titre de comparaison, en 1923 un tremblement de terre de magnitude 7,9 avait frappé le pays, entraînant le décès de 110 000 personnes. La réaction du public aux alertes a permis d'évacuer rapidement les habitants et de les placer en lieu sûr. Le gouvernement a également installé des sismomètres dans tout le pays. Ils prévoient et notifient les zones d'impact potentiel des tremblements de terre en diffusant des alertes à la radio et à la télévision.

“ Selon la Banque mondiale, 140 à 300 milliards de dollars seraient nécessaires aux pays en développement en 2030 pour prendre des mesures d'adaptation au changement climatique et réduire les risques.



L'approche nipponne fait aujourd'hui figure de référence. En France, alors que le Président Emmanuel Macron promettait en 2017 que 80% de la population française serait formée aux gestes de premier secours d'ici la fin de son quinquennat, la réalité fait état de seulement 40% des citoyens formés aux gestes qui sauvent. Chine, Argentine, Suisse, Guatemala, Philippines, Portugal font également partie de ce tour du monde de l'état des lieux de la gestion des risques et des crises dans le monde...



Une coordination européenne et internationale à l'oeuvre

Au niveau européen ou international, les outils et mécanismes de gestion de crise ou de risques sont nombreux, se superposent parfois et interviennent à des niveaux différents. L'Euro-Atlantic Disaster Response Coordination Centre (EADRCC), outil de l'OTAN ou le Cadre de Sendai au niveau international (qui se décline au niveau régional) adressent les enjeux d'une coopération opérationnelle. Au niveau européen, le Mécanisme de protection civile de l'Union européenne s'ajoute au Centre de coordination de la réaction d'urgence. Le dispositif intégré pour une réaction au niveau politique dans les situations de crise assure le déploiement de l'assistance et une prise de décision rapide et coordonnée de l'UE en cas de crises majeures. La réserve RescEU parachève cette approche européenne. Ce Mécanisme de l'Union européenne travaille par ailleurs à l'amélioration de la préparation des citoyens par une plus ample information. Une culture du risque et de la résilience qui se développe notamment au travers d'un projet européen en matière de gestion des risques et de protection civile mené par l'institut de recherche allemand Fraunhofer, RiskPACC. Il a pour objectif d'améliorer la coordination entre citoyens et protection civile en cas de crise et travaille sur 7 cas d'usage.



L'innovation : autre clé de voûte d'une approche globale

Les outils de détection et d'anticipation comme des plateformes intelligentes de détection des menaces fleurissent à travers le monde. En témoigne la coopération entre l'institut géologique des Etats-Unis et l'entreprise australienne Q-CTRL destinée à étudier l'utilisation de l'informatique quantique dans la détection précoce des catastrophes naturelles et le suivi du changement climatique. L'application de l'informatique quantique permettrait d'accéder à des données permettant une meilleure gestion des ressources en eau souterraine, la surveillance de la calotte glaciaire ou encore la découverte et l'utilisation des ressources énergétiques et minérales. Le Chili, la République Tchèque, ou certains pays sur le continent africain développent de nouveaux systèmes d'alertes précoces pour prévenir la population en cas de catastrophe. En 2022, un tiers de la population mondiale n'était pas couvert par un système d'alerte de ce type, principalement dans les pays en développement et les Etats insulaires. L'ONU a décidé d'agir. D'ici 2027, grâce au programme « Alertes précoces pour tous », tout citoyen devrait être prévenu en cas d'événements météorologiques, aquatiques ou climatiques dangereux. Les Etats-Unis développent également des solutions pour limiter les effets de la crise.

Les drones sont de plus en plus utilisés pour l'évaluation des dégâts et la livraison de fournitures dans les zones les plus difficiles d'accès.

Soins d'urgence, tri et évacuation des blessés, soutien psychologique, aménagement et gestion des camps, sécurité alimentaire et nutrition, mise en place des hôpitaux, sécurité des populations, habitat, eau et assainissement sont autant de besoins auxquels répondent les entreprises innovantes dans le monde.

Le développement de nœuds de communication, les systèmes par satellite, le développement de la 5G et 6G viennent compléter une approche capacitaire permettant aux primo-intervenants et aux acteurs engagés dans la conduite des opérations, d'accéder aux Très Haut Débit et ses applications. En matière de traitement de l'eau, de construction d'abris ou d'approvisionnement en nourriture, quelques innovations se démarquent également. Dans le domaine de la santé, où la nécessité de créer une chaîne médicale résiliente fait partie intégrante des spécificités liées à la gestion de crise, les enjeux de santé mentale sont de plus en plus souvent pris en compte. L'utilisation de robots pour travailler sur le soutien psychologique des populations sinistrées se développe peu à peu.



Des pistes pour bâtir notre résilience face aux chocs mondiaux

Des pistes de réflexion ont été suggérées par nombre d'experts interrogés pour permettre à chacun de s'en saisir, de réfléchir à la gestion des risques et des crises de demain, qui doit évoluer pour être à la hauteur des enjeux qui nous attendent, en perpétuel changement. C'est tout un modèle qui doit se réinventer reposant sur l'agilité. Une approche essentielle à l'ère de la permacrise. Préparer l'avenir passe par la publication, de la part de nos pouvoirs publics, d'une stratégie globale, agile et de coordination qui intègre une vision décloisonnée et systémique des risques, autant que le renforcement nécessaire de la coopération et de la gouvernance à tous les échelons. Cela passera par une série de mesures parmi lesquelles : investir dans des outils de collecte et d'analyse des données sur les risques permettant de formuler des stratégies nationales de réduction des risques adaptées au contexte ; d'axer les plans et stratégies sur la cohésion sociale afin de promouvoir efficacement la résilience de l'ensemble de la société ; de prendre en compte la dimension psychologique et l'impact de la crise sur les individus dans les plans de gestion de crise ; de renforcer et adapter les politiques de sécurité civile pour suivre l'évolution de l'ampleur et de la typologie des risques.

Le renforcement de la coopération et la gouvernance à tous les échelons passera quant à eux par la désignation d'un coordonnateur national dans chaque pays chargé de préparer la nation à mieux gérer les crises. Cela implique également la clarification du corpus réglementaire devenu illisible avec un empilement de cadres parfois contradictoires, l'amélioration de la continuité territoriale, l'accroissement du financement à l'appui du développement, l'anticipation d'un possible désengagement des assurances, le renforcement de la formation des acteurs opérationnels pour développer leurs compétences dans les usages des nouvelles technologies et l'amélioration de la communication de crise.

Pour faire face au défi du financement, le développement de nouveaux mécanismes plus adaptés et d'incitation à la résilience semble être également l'une des pistes à explorer. Ainsi, accentuer les efforts sur la préparation et la prévision des crises, la revalorisation de l'enveloppe allouée au Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs, l'investissement dans des technologies innovantes permettant de mieux détecter et anticiper, de mieux se préparer, mais aussi de gérer la crise et préparer la résilience de la nation en favorisant les axes de co-production public-privé et des plans de mutualisation semblent nécessaires.

Le renforcement de la culture du risque dans les mentalités et à tous les échelons paraît vital au sein de la société. Ainsi, l'utilisation du numérique et de la téléphonie mobile peut permettre d'accentuer la communication auprès des citoyens et de diffuser l'alerte. Pour les personnes non connectées ou isolées, l'existence d'un plan hybride permettrait de les informer. Les formations aux gestes et comportements qui sauvent pourraient être rendues obligatoires et actualisées chaque année y compris pour les enfants à l'école, avec une culture de la résilience à renforcer. La systématisation des retours d'expérience sur les exercices et la gestion de crises, dans le cadre d'une structure interministérielle en charge de la résilience est à réfléchir.

Enfin, les accords de coopération internationale et les mécanismes de coordination doivent être étayés et consolidés.

Aussi, face à des crises de plus en plus complexes et à des menaces hybrides, est-il devenu nécessaire de repenser notre modèle et de se réinventer.

Anticipation, prévention, coordination, financement et outils technologiques seront les atouts de cette préparation à la gestion de crise.



Le salon EUROSATORY 2024 présente une plateforme unique où les dernières innovations industrielles et opérationnelles sont mises à l'honneur, offrant des solutions concrètes pour répondre aux défis actuels et émergents en matière de gestion des crises. L'opportunité de découvrir une gamme diversifiée de produits, équipements, de technologies et de services proposés par les principaux acteurs de l'industrie de la défense et de la sécurité.

Le jeudi 20 juin à 14h, sur le salon, une conférence « Renforcer les coopérations pour une gestion de crise plus efficace (helped) » est dédiée à ce sujet avec l'intervention de hautes personnalités d'institutions internationales impliquées dans la gestion des crises.

Le rapport complet sera disponible sur le salon EUROSATORY, du 17 au 21 juin 2024 au Parc des expositions de Paris Nord Villepinte.
Inscrivez-vous dès à présent sur eurosatory.com !



EUROSATORY
PROTECT YOUR FUTURE



RAPPORT **2024**

**VERS UNE APPROCHE
GLOBALE DES CRISES**

**COGES EVENTS
EUROSATORY**
WWW.EUROSATORY.COM

